



Conseil économique et social

Distr. générale
6 novembre 2013
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2014
21-30 janvier et 7 février 2014

**Rapports quadriennaux pour la période 2009-2012
présentés par les organisations non gouvernementales
dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution [1996/31](#) du Conseil**

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Colombia Unida por el Respeto al Adulto Mayor	3
2. Corporate Accountability International	4
3. Cultural Survival	6
4. December Twelfth Movement International Secretariat	8
5. Dhaka Ahsania Mission	10
6. Institut international de Doha pour l'étude de la famille et le développement	11
7. Dui Hua Foundation	13
8. EastWest Institute	15
9. English International Association of Lund (Sweden)	17
10. Environment Action Association	19
11. Environmental Protection and Conservation Organisation	20



12. Equality Now	21
13. Eurasian Harm Reduction Network	23
14. European Institute	25
15. Association européenne des étudiants en droit	27

1. Colombia Unida por el Respeto al Adulto Mayor

Spécial, 2009

Introduction

L'organisation compte 10 132 adultes âgés et leurs familles vivant dans le pays, pour qui la structure familiale est la base de la société et la protection et le respect de la Terre sont puisés dans la sagesse et l'expérience des adultes qui représentent des modèles vivants de conduite pour un lendemain meilleur.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation promeut la culture du respect des personnes âgées et assure, au niveau du Centre de formation communautaire, une formation aux technologies de l'information pour faciliter l'accès à la connaissance, au profit de plus de 852 personnes. Le réseau d'aidants des personnes âgées de l'organisation, en association avec un programme du Ministère de la culture pour la promotion du rôle des grands-parents dans le contexte de l'école secondaire, a permis à l'organisation de revitaliser la structure familiale, donnant lieu à d'autres objectifs plus larges.

Changements majeurs dans l'organisation

Il n'y a eu aucun changement significatif.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a diffusé des informations sur l'Organisation des Nations Unies dans le pays avec l'aide d'adultes bénévoles.

À travers le programme des grands-parents, l'organisation promeut le rôle des personnes âgées en tant que « protecteurs » de la Terre.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a pris part à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 2012.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été mentionnée.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

L'organisation concentre ses efforts sur l'objectif 1 des OMD pour venir en aide aux personnes déplacées. L'agriculture urbaine est un moyen important de lutter contre l'extrême pauvreté à travers le développement de vergers et de jardins. L'organisation forme les familles au travail dans les cuisines communautaires et dispose à présent de 300 agriculteurs urbains à Bogotá qui fournissent des pousses destinées à la vente sur les marchés, créant ainsi un emploi alternatif.

Informations complémentaires

Il n'y a pas d'informations complémentaires.

2. Corporate Accountability International

Spécial, 2009

Introduction

Créé en 1977, Corporate Accountability International est un noyau de militants dévoués et expérimentés, œuvrant avec les communautés et les institutions religieuses, les professionnels de santé et les étudiants à mobiliser un boycott massif de Nestlé. Lequel est devenu le premier boycott international réussi d'une entreprise transnationale. Le boycott a donné lieu au premier Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, introduisant ainsi des normes pour l'ensemble du secteur. Il compte des milliers de membres, des bénévoles, des militants et des organisations alliées, tous investis dans la vision d'un monde meilleur. Il est considéré comme une force de changement auprès des décideurs nationaux et des instances de décision à l'échelle mondiale telles que les Nations Unies. Il est un leader reconnu du mouvement de responsabilité sociale des entreprises.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation mène et remporte, depuis 35 ans, des campagnes efficaces de défense de la santé publique, des droits de l'homme et de l'environnement des abus des entreprises.

Changements majeurs dans l'organisation

Il n'y a eu aucun changement significatif.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation :

- a) A exécuté un plan de travail conjoint avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour faire avancer le travail de l'Initiative pour un monde sans tabac et de la Stratégie mondiale pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé;
- b) A fait progresser la mise en œuvre et l'application de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac à travers la mobilisation et la sensibilisation, l'organisation au niveau locale et la visibilité dans les médias;
- c) A aidé à faire progresser les négociations et l'adoption du Protocole de la Convention-cadre pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac.

En 2012, elle a reçu le prix de la Journée mondiale sans tabac de l'OMS et de l'Organisation panaméricaine de la santé pour ses efforts de lutte contre l'influence et les actions de l'industrie du tabac en Amérique.

En 2010, elle a plaidé et contribué à donner plus de visibilité à la résolution [64/292](#) de l'Assemblée générale, sur le droit fondamental à l'eau et à l'assainissement, dans laquelle l'Assemblée générale reconnaissait que le droit à

l'eau potable et à l'assainissement est un droit fondamental, essentiel à la pleine jouissance de la vie et à l'exercice de tous les droits de l'homme.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

En 2012, l'organisation :

- a) A participé au Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme, tenu à Genève du 3 au 5 décembre;
- b) A participé et présenté une déclaration écrite à la vingt-et-unième session du Conseil des droits de l'homme sur le droit de l'homme à l'eau.

En 2011, l'organisation :

- a) A participé à la session de l'Assemblée générale consacrée à la présentation et à la discussion du rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement sur la question du financement pour la réalisation des droits à l'eau et à l'assainissement;
- b) A rencontré des États Membres dont les représentants à New York du Chili, de la Bolivie (État plurinational de), du Mexique, du Nicaragua, de l'Espagne et du Venezuela (République bolivarienne du) pour discuter de la promotion du droit de l'homme à l'eau;
- c) A participé à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles et présenté une déclaration écrite concernant les garanties contre les conflits d'intérêts potentiels des entreprises. Elle a également participé à la préparation de ladite Réunion et soumis une contribution écrite à cet égard;
- d) A fourni un appui à l'experte indépendante chargée d'examiner la question des obligations en rapport avec les droits de l'homme qui concernent l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans sa mission aux États-Unis d'Amérique par l'envoi d'une requête au Département d'État des États-Unis sollicitant son appui à la mission et par la tenue de réunions, l'organisation de la logistique et la participation à des manifestations avec l'experte indépendante.

En 2010, l'organisation :

- a) A participé à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement;
- b) A participé à une consultation avec la Rapporteuse spéciale sur le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement sur la question des bonnes pratiques dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et des droits de l'homme;
- c) A soumis des observations à la Rapporteuse spéciale sur le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement concernant la question des obligations des droits de l'homme dans le contexte de la participation du secteur privé à la fourniture des services d'eau et d'assainissement.

En 2009, l'organisation a soumis des observations à l'experte indépendante chargée d'examiner la question des obligations en rapport avec les droits de l'homme qui concernent l'accès à l'eau potable et à l'assainissement au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme concernant les meilleures pratiques en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

En 2009-2012, l'organisation :

a) A collaboré avec l'OMS pour exposer et contrer les tentatives d'ingérence de l'industrie du tabac dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et fournir un appui technique à l'Initiative pour un monde sans tabac de l'OMS et aux États membres;

b) A organisé des manifestations et distribué du matériel pour soutenir les stratégies régionales et nationales de lutte antitabac, y compris la ratification de la Convention, la lutte antitabac comme une question de droits de l'homme, et la lutte antitabac comme un élément fondamental dans les programmes de développement;

c) A créé un soutien public à la Convention et à la lutte nationale antitabac à travers la sensibilisation des médias;

d) A participé à l'Équipe spéciale interorganisations de lutte contre le tabac.

En 2009-2010, l'organisation a participé activement aux consultations pour le développement d'une série de recommandations sur la commercialisation des aliments et des boissons non alcoolisées aux enfants avec l'Organisation mondiale de la santé. En 2011, elle a participé avec le Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement et le Bureau des Nations Unies pour les partenariats au soutien de la promotion des stratégies directes afférentes aux questions de l'eau et de l'assainissement.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Les initiatives comprenaient le travail de l'organisation pour faire progresser les objectifs de la Convention-cadre pour la lutte antitabac et l'Initiative pour un monde sans tabac de l'OMS.

3. Cultural Survival

Spécial, 2005

Introduction

La Cultural Survival est une organisation à but non lucratif, devenue en 1972 partenaire de groupes autochtones dans le monde entier. Elle a pour objectif de garantir et de protéger les droits des groupes autochtones en vertu du droit international et national, d'assurer leur participation pleine et effective à la vie politique, économique et sociale des pays dans lesquels ils vivent et de préserver leurs terres, leurs ressources, leurs langues et leurs cultures. L'organisation travaille actuellement avec des populations autochtones au Belize, au Brésil, au Guatemala, au Kenya, au Panama et aux États-Unis. L'organisation informe le public et les bénévoles sur les atteintes aux droits des peuples autochtones. Son travail repose sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation œuvre pour un monde dans lequel les peuples autochtones parlent leurs langues, vivent sur leurs terres, contrôlent leurs ressources,

maintiennent des cultures vivantes et participent à la société en général sur un pied d'égalité avec les autres peuples.

Changements majeurs dans l'organisation

En septembre 2009, l'organisation a absorbé la Global Response, une organisation de protection de l'environnement et de défense des droits des peuples autochtones. Global Response est à présent un programme de l'organisation. Ce programme lance des campagnes internationales de défense des communautés autochtones dont le droit au consentement libre, préalable et éclairé est violé par l'agroalimentaire et les industries extractives.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La Cultural Survival a joué chaque année un rôle actif lors des sessions annuelles de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

En 2012, l'organisation a participé à :

- La Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil);
- La onzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones;
- La troisième réunion intersessions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

En 2009-2011, l'organisation a participé aux huitième, neuvième et dixième sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones.

Outre sa participation active aux sessions de l'Instance, l'organisation a fourni des copies de publications et organisé des manifestations officielles parallèles. Par exemple, en 2009, elle a abrité une manifestation sur le thème « l'exercice des droits : la bonne manière de s'y prendre » au titre de la session de 2009 de l'Instance sur l'application de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et une autre afférente à la diffusion d'émissions sur les droits de l'homme à l'intention des communautés autochtones au titre d'une session sur l'utilisation de radios communautaires pour promouvoir l'information sur les droits de l'homme. En 2010, elle a organisé une séance de stratégie pour convaincre les États-Unis et le Canada d'adopter la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui portait sur le moyen d'amener les deux derniers pays opposés à appuyer la Déclaration. Elle a également abrité une manifestation sur le thème « Cartographie des zones protégées communautaires : un modèle pour le développement durable et la protection culturelle et environnementale ». En 2011, elle a organisé une manifestation sur la création d'un dialogue communautaire sur la Déclaration par l'utilisation des médias communautaires. En 2012, elle a organisé un atelier de survie et de revitalisation des langues autochtones sur le thème : « Cinéma, radio, Internet et orateurs populaires croissants : outils pour les 500 prochaines années ».

Coopération avec les organismes des Nations Unies

La Cultural Survival soumet régulièrement au Groupe de travail sur l'Examen périodique universel des rapports relatifs à la pratique des États concernant le respect des droits des peuples autochtones. À ce jour, la Cultural Survival a soumis à ce groupe de travail des rapports sur les pratiques ayant cours dans les États suivants : Honduras (2010), Panama (2010), Kenya (2011) et Belize (2012). L'organisation rencontre régulièrement le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones auquel elle soumet des rapports. Au Guatemala, elle continue de travailler avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en vue de promouvoir le droit des peuples autochtones à l'égard des programmes de radio communautaires en organisant des conférences de presse et en saisissant la Cour constitutionnelle du Guatemala.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

La Cultural Survival œuvre à soutenir les objectifs du Millénaire pour le développement à travers ses publications et sa programmation, en particulier les objectifs 3, 5, 6 et 7. Son programme de radio communautaire au Guatemala a produit une série d'émissions radiophoniques sur la prévention du VIH/sida (2012), et sur les droits des femmes autochtones et les moyens d'accroître la participation politique des femmes autochtones (2011), ainsi qu'une série sur la santé maternelle (2010). Depuis 2009, il produit une série d'émissions radiophoniques sur la façon de protéger l'environnement. En 2012, il a produit une série sur la protection de l'environnement et des sites sacrés pour les autochtones. Les programmes radio touchent 1,2 millions d'auditeurs autochtones et sont diffusés en langues espagnole et autochtones. Le programme « Bazar » de l'organisation œuvre avec des artistes autochtones à développer des moyens de subsistance durables dans l'espoir d'éradiquer l'extrême pauvreté et la faim (objectif 1). Le *Cultural Survival Quarterly* publie régulièrement des articles sur comment les peuples autochtones œuvrent à la réalisation des objectifs 3 et 7.

4. December Twelfth Movement International Secretariat

Spécial, 1997

Introduction

L'organisation December Twelfth Movement International Secretariat a pour vocation de défendre les droits fondamentaux des personnes d'ascendance africaine, qu'elles fassent partie de la diaspora ou vivent sur le continent africain.

Buts et objectifs de l'organisation

Sa coopération avec l'ONU porte sur des questions qui concernent les personnes d'ascendance africaine et a pour objet de promouvoir le recours aux organes et procédures spéciales de l'ONU en vue d'améliorer la qualité de vie des Africains. L'organisation mène dans diverses régions du monde des activités locales visant à combattre le racisme et à faire connaître le rôle des procédures de l'ONU dans le domaine de la protection des droits de l'homme.

Changements majeurs dans l'organisation

Il n'y a eu aucun changement significatif.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé aux dixième et seizième sessions du Conseil des droits de l'homme, tenues respectivement en 2009 et 2011. Au cours de la seizième session, elle a présenté une intervention orale conjointe avec l'Association internationale contre la torture, au titre du point 9 de l'ordre du jour, sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et les formes connexes d'intolérance, le suivi et la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Elle a participé à la Conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, tenue à Genève en avril 2009, au cours de laquelle elle a présenté une intervention. Elle a participé à des tables rondes au cours de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale consacrée à la célébration du dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, tenue en septembre 2011. Elle a également participé aux sessions du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, tenues à Genève en 2009 (huitième session), 2010 (neuvième session), 2011 (dixième session) et 2012 (onzième session). Elle a fait une présentation d'experts lors de la huitième session.

L'organisation a beaucoup travaillé avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à New York dans le cadre de l'Année internationale des personnes d'ascendance africaine. Le 6 décembre 2011, elle a fait une présentation au siège des Nations Unies lors du débat thématique de haut niveau qui s'est tenu à la clôture de l'Année internationale des personnes d'ascendance africaine.

Après le tremblement de terre en Haïti en 2010, l'organisation a organisé une collecte de fonds aux États-Unis et s'est rendue en République dominicaine pour acheter de l'eau, louer un camion et livrer 12.000 gallons d'eau à Léogâne, épicentre du tremblement de terre.

L'organisation a organisé des programmes d'éducation communautaire sur la Charte des Nations Unies, divers instruments des droits de l'homme et l'application de ces instruments aux questions d'actualité internationale, telles que l'intervention des Nations Unies en Libye, la situation en Côte d'Ivoire et en Haïti, et la Cour pénale internationale. Le 14 janvier 2012, elle a parrainé un tribunal populaire international sur les crimes de guerre et les violations du droit international à la Faculté de droit de l'Université de Columbia à New York pour examiner plusieurs de ces questions.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

La participation de l'organisation est détaillée ci-dessus.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

La coopération de l'organisation est détaillée ci-dessus.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

L'organisation a travaillé en particulier autour des objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à l'éradication de l'extrême pauvreté et la faim et à la réduction de la mortalité infantile. Elle a notamment acheminé l'aide à Haïti en 2010 et veillé à ce que les fonds recueillis pour Haïti soient utilisés pour la construction de logements adéquats pour minimiser la dévastation.

5. Dhaka Ahsania Mission

Spécial, 1993

Introduction

Dhaka Ahsania Mission est une organisation non gouvernementale de premier plan au Bangladesh, qui a été créée en 1958 avec pour slogan : « services divins et humanitaires ».

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour objectif de créer une société où les gens, notamment les plus défavorisés, sont libérés de la pauvreté et peuvent jouir de leurs droits fondamentaux dans un climat marqué par l'amélioration des conditions de vie sociales, économiques et spirituelles. Elle œuvre à faciliter l'accès des personnes et des communautés ciblées aux services publics et privés et à renforcer leurs capacités à utiliser les services, notamment dans les domaines de l'éducation, des moyens de subsistance, de la santé et des droits de l'homme et de la justice sociale, avec l'environnement comme thème transversal.

Changements majeurs dans l'organisation

Il n'y a eu aucun changement significatif.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation travaille en étroite collaboration avec diverses organisations et organes du système des Nations Unies, tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation internationale du Travail (OIT), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD).

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Aucune participation n'a été mentionnée.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

Du 22 au 26 février 2009, l'organisation a organisé un atelier de formation sous-régional pour renforcer les capacités nationales en matière de développement de matériel pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle au Bangladesh, dans le cadre du Programme de participation de l'UNESCO. Toujours en 2009, avec la collaboration de l'ONUDD, l'organisation a mis en œuvre des programmes

régionaux sur la prévention de la transmission du VIH parmi les usagers de drogues dans les pays de l'Association sud-asiatique de coopération régionale. En 2010, l'organisation a participé à la huitième Réunion ministérielle E-9 sur le thème «Alphabétiser pour développer», tenue au Nigeria, afin de partager son expérience en matière d'apprentissage communautaire. Le président de l'organisation a également participé à la Conférence mondiale de La Haye sur le travail des enfants, organisée par l'OIT en 2010. Au nom du gouvernement du Bangladesh, l'organisation a élaboré un rapport national à soumettre à l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social des Nations Unies, concernant la mise en œuvre des objectifs convenus et des engagements pris au niveau international en matière d'éducation. L'organisation observe chaque année les Journées internationales telles que la Journée mondiale sans tabac, la Journée mondiale de l'environnement, la Journée mondiale contre le travail des enfants, la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information et la Journée des droits de l'homme.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

La plupart des programmes de l'organisation visent à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, et l'organisation a fourni des services à un nombre important de bénéficiaires. Par exemple, dans le cadre de l'éducation primaire universelle, 379 885 enfants ont été instruits, et dans le contexte de l'éradication de l'extrême pauvreté et la faim, 158 766 personnes ont été couverts par un programme de microfinance et 27 666 personnes ont reçu une formation sur les compétences. En ce qui concerne les questions et les programmes liés à la santé, 1 491 556 personnes en ont bénéficié. Un total de 1 842 512 personnes ont bénéficié des programmes de droits de l'homme et de justice sociale, et les programmes d'eau potable et d'assainissement ont touché 1 031 850 personnes.

6. Doha International Institute for Family Studies and Development

Spécial, 2009

Introduction

L'Institut international de Doha pour l'étude de la famille et le développement est membre de la Fondation du Qatar pour l'éducation, la science et le développement communautaire. Les priorités de recherche de l'organisation sont : le mariage et la structure familiale, les questions concernant les femmes, la fertilité et les questions démographiques, la sécurité de l'enfant et de la famille et le parentage.

Buts et objectifs de l'organisation

À travers la recherche, la politique et la sensibilisation, l'organisation aspire à être reconnue comme un leader mondial en matière de connaissances sur les enjeux des familles arabes. L'organisation entreprend des recherches de haute qualité et en diffuse les résultats, encourage l'échange de connaissances sur les questions liées à la famille à travers un réseau international et interdisciplinaire de chercheurs, de décideurs et de fournisseurs de services, fait des questions de la famille une priorité

pour les décideurs à travers la sensibilisation aux niveaux national, régional et international, et met en place une coalition internationale d'experts régionaux.

Changements majeurs dans l'organisation

Il n'y a eu aucun changement significatif.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Dans le cadre des préparatifs du vingtième anniversaire de l'Année internationale de la famille, l'organisation a parrainé, en association avec la Fondation internationale de la famille, une réunion de groupe européen à Bruxelles, du 6 au 8 juin 2012, sur la lutte contre la pauvreté des familles et l'exclusion sociale, la réalisation de l'équilibre entre la famille et le travail et la promotion de l'intégration sociale et de la solidarité entre les générations. L'organisation a contribué à faire avancer les préparatifs du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement de 2013, en organisant un colloque sur la famille, la migration et la dignité à Doha, du 27 au 29 mars 2012.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Depuis 2009, l'organisation a tenu sa réunion d'information annuelle de Doha en marge des sessions de la Commission du développement durable ou de la Commission de la condition de la femme en vue d'informer et de procéder à un échange de vues et d'expertise sur les questions importantes liées à la famille, aux femmes et au développement, avec des diplomates, des représentants de l'organisation et des organisations non gouvernementales.

L'organisation a participé à une réunion du groupe d'experts de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, tenue à Beyrouth les 29 et 30 avril 2009, sur l'implication des organisations non gouvernementales dans le processus de prise de décisions. Elle a également participé en tant que membre de la société civile à la dix-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et à la huitième session de la Conférence des Parties, tenue à Doha, du 26 novembre au 7 décembre.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

Depuis sa création, l'organisation a travaillé en étroite collaboration avec les départements du Secrétariat et des organismes, des fonds et des programmes du système des Nations Unies, comme suit :

a) En collaboration avec la Division des politiques sociales du Département des affaires économiques et sociales, elle a organisé une réunion du groupe d'experts sur le thème « La politique familiale dans un monde en évolution : favoriser la protection sociale et la solidarité intergénérationnelle » à Doha, du 14 au 16 avril 2009;

b) En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population, elle a organisé à l'Université Northwestern (États-Unis), les 3 et 4 juin 2009, un colloque sur les réseaux de soutien à la famille et le vieillissement de la population, dans le cadre du Programme des Nations Unies sur le vieillissement;

c) En collaboration avec le Bureau de la Conseillère spéciale pour la problématique hommes-femmes et la promotion de la femme, l'organisation a tenu à Tunis, du 6 au 8 octobre 2010, un colloque sur l'autonomisation des femmes dans les pays arabes;

d) En collaboration avec le Programme des Nations Unies sur la famille et le Programme des Nations Unies pour la jeunesse, l'organisation a organisé une réunion du groupe d'experts à Doha, les 8 et 9 mars 2011, sur le dialogue et la compréhension mutuelle entre les générations, dans le cadre de la célébration de l'Année internationale de la jeunesse 2010-2011;

e) Elle a organisé, en collaboration avec le Centre international de formation de l'OIT, un forum sur le travail décent et la réduction de la pauvreté à Doha, les 25 et 26 octobre 2011;

f) En collaboration avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'organisation a organisé un colloque à Doha, les 1 et 2 novembre 2011, sur le thème « La famille, les objectifs du Millénaire pour le développement et le VIH dans la région du Moyen-Orient : liens, défis et opportunités ».

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

L'organisation a lancé, au Siège des Nations Unies, le 14 mai 2012, une publication sur le thème « The family and the Millennium Development Goals: using family capital to achieve the Millennium Development Goals ».

7. Dui Hua Foundation

Spécial, 2005

Introduction

La Fondation Dui Hua (dont le nom signifie « dialogue » en mandarin) a pour objet de servir la cause universelle des droits de l'homme au moyen d'un dialogue solidement étayé entre les États-Unis et la Chine. Dui Hua s'appuie sur ses partenariats, ses travaux de recherches et ses publications pour militer en faveur d'un meilleur traitement des détenus chinois, et notamment pour obtenir des libérations anticipées et des réductions de peine pour les prisonniers politiques non violents et les prisonniers religieux.

Buts et objectifs de l'organisation

Axée sur des questions telles que les prisonniers politiques, la justice pour mineurs, les femmes en prison et la justice pénale, la Fondation milite en faveur de la clémence et d'un meilleur traitement pour les détenus à risque à travers la promotion des droits de l'homme universellement reconnus au moyen d'un dialogue solidement étayé et respectueux avec la Chine. La Fondation recourt aux activités de plaidoyer, à l'échange d'experts, à la recherche, aux publications et à l'engagement communautaire.

Changements majeurs dans l'organisation

La Fondation a élargi sa mission pour inclure les jeunes, les femmes en garde à vue et les personnes condamnées à mort.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La Fondation a contribué aux actions suivantes en ce qui concerne le programme de l'ONU en matière de développement :

a) Pour *le programme de l'ONU en matière de développement : Développement pour tous – Objectifs, Engagements et Stratégies convenus aux conférences et sommets mondiaux des Nations Unies depuis 1990*, elle a signalé près de 10.000 prisonniers politiques chinois, dont plus de 1000 non signalés précédemment en dehors de la Chine, soumettant plus de 1.500 affaires inquiétantes à la Chine, directement et par l'intermédiaire des Nations Unies et de ses États membres, et traduisant des documents chinois en matière de justice pénale et d'état de droit;

b) En ce qui concerne la protection des enfants et la promotion du développement de la jeunesse, elle a organisé deux échanges sur la réforme de la justice pour mineurs avec la Cour populaire suprême de Chine en 2010 et 2012;

c) En ce qui concerne les questions liées à la santé, à la lutte contre l'abus de drogues, à l'égalité des sexes et à la résolution [65/229](#) de l'Assemblée générale sur les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes, elle a organisé des entretiens avec des fonctionnaires représentant plus d'une douzaine d'États membres de l'Organisation des Nations Unies, produit un rapport sur les femmes incarcérées en Chine et programmé une conférence sino-internationale sur les femmes en prison.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Du 9 au 11 février 2009, l'organisation a participé à l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme sur la Chine et présenté un rapport au Conseil sur la promotion de la transparence accrue dans le système de justice pénale chinois. En mars, elle a rencontré le Représentant permanent de la Suisse auprès des Nations Unies, le Chef adjoint de la Mission des États-Unis auprès des Nations Unies, le Représentant permanent de la Chine auprès des Nations Unies, le Haut-Commissaire adjoint des Nations Unies aux droits de l'homme, le chef du Groupe Asie-Pacifique du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le Groupe des procédures spéciales du HCDH et le président du Comité des droits de l'enfant.

Du 2 au 11 novembre 2010, l'organisation a participé à l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme aux États-Unis, soumettant un rapport sur la justice en matière d'immigration, la libération conditionnelle et la peine capitale, et rencontré le Conseiller à la Mission permanente de la Chine auprès des Nations Unies, le chef du Groupe Asie-Pacifique du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et Spécialiste des droits de l'homme, l'attaché politique de la Mission des États-Unis auprès des Nations Unies, représentants du Groupe des procédures spéciales du HCDH. Il a également rencontré, à différents moments de l'année, le directeur des opérations hors siège du

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), des représentants de la Mission des États-Unis auprès des Nations Unies à Genève et des représentants du Conseil de droits de l'homme chinois.

En 2011, l'organisation a participé à la dix-septième session du Conseil des droits de l'homme et s'est entretenu avec le chef du Groupe Asie-Pacifique et Moyen-Orient du HCDH et le Représentant permanent des États-Unis auprès des Nations Unies. Elle a également fait une présentation au Groupe de travail sur la détention arbitraire sur le thème « Séparés et inégaux : les personnes détenues pour des raisons de sécurité en Chine » et rencontré le Haut-Commissaire adjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (Genève, 17 novembre), le président du Comité des droits de l'enfant, les représentants du Groupe des procédures spéciales du HCDH, le Représentant permanent de la Chine auprès des Nations Unies, le Groupe de travail sur la détention arbitraire et le chef du Groupe Asie-Pacifique et Moyen-Orient du HCDH et le Spécialiste des droits de l'homme.

En 2012, l'organisation a participé à la dix-neuvième session du Conseil des droits de l'homme, ainsi qu'à une manifestation parallèle sur le thème « Les délinquantes : quelle différence les Règles de Bangkok peuvent faire? ». Elle a rencontré le Représentant permanent de la Chine auprès des Nations Unies, le chef du Groupe Asie-Pacifique du HCDH, le Représentant permanent des États-Unis auprès des Nations Unies, le Ministre-Conseiller de la Mission permanente de la Norvège auprès des Nations Unies, le Président du Comité des droits de l'enfant et le président du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation a élaboré le rapport 2010, financé par le HCDH, sur les réductions de peine et la libération conditionnelle pour les prisonniers politiques chinois, fourni un affidavit en 2011 au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à l'appui des demandes d'asile et contribué au séminaire organisé par le HCDH et le Ministère chinois des Affaires étrangères en 2011 sur la peine de mort, en insistant sur la divulgation des statistiques d'exécution. Au cours de la période considérée, elle a soumis tous les ans des appels urgents pour les prisonniers politiques au Groupe de travail sur la détention arbitraire et au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

L'organisation a mis l'accent sur l'égalité des sexes et la santé maternelle dans son travail avec les femmes en prison.

8. EastWest Institute

Spécial, 2009

Introduction

L'Institut EastWest Institute est un groupe mondial de réflexion et d'action qui conçoit des solutions innovantes aux préoccupations sécuritaires pressantes et mobilise des réseaux d'individus, des institutions et les nations pour la mise en œuvre de ces solutions. Il a été fondé en 1980 pour réduire les fractures à travers le

« rideau de fer ». Avec ses vastes réseaux dans les établissements politiques, militaires et commerciaux aux États-Unis, en Europe et en ex-Union soviétique, l'Institut a rapidement acquis la réputation d'un rassembleur fiable et capable de maintenir des voies de communication entre parties antagonistes là où les canaux officiels n'ont pas réussi à le faire. Il a poursuivi son travail dans le même esprit depuis 1989, mais l'« Est » et l'« Ouest » dans son nom ne représentent plus les divisions politiques de la guerre froide. Il a depuis élargi son action pour devenir une organisation mondiale, collaborant, par exemple, avec l'Afghanistan, la Chine, l'Inde, l'Iran (République islamique d'), le Pakistan, la Fédération de Russie, la Turquie et les États-Unis, et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Buts et objectifs de l'organisation

L'Institut se concentre sur les défis les plus urgents à la paix et la sécurité mondiales et créé une action collective pour un monde meilleur et plus sûr.

Changements majeurs dans l'organisation

Depuis juin 2012, la 20-20 Investment Association a conclu une affiliation avec l'Institut EastWest Institute. L'affiliation ne compromet pas le statut de l'Institut 501(c)(3).

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Exemples de coopération :

a) En 2009, la convocation d'un groupe d'experts sur la sécurité euro-atlantique à la demande du Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, la publication d'une proposition innovante pour un nouveau tribunal international de l'énergie, l'obtention de l'accord officiel de l'Afghanistan, du Pakistan et des Émirats Arabes Unis pour lancer un projet de trois ans, mené par l'Institut, sur des consultations en vue d'améliorer la coopération transfrontalière;

b) En 2010, la facilitation du premier dialogue de haut niveau des dirigeants de partis politiques américains et chinois, du quatrième dialogue sécuritaire de haut niveau entre les États-Unis et la Chine, dont l'Institut a réalisé une étude sur la nécessité d'une coopération entre l'Afghanistan et ses voisins dans la gestion des ressources hydriques transfrontalières dans la région et la publication du rapport intitulé « Fighting Spam to Build Trust » (Lutter contre le spam pour inspirer la confiance), qui a fait la promotion du travail de 30 experts chinois et américains;

c) En 2011, la convocation d'un séminaire de haut niveau à Bruxelles sur la coopération entre l'OTAN et la Fédération de Russie concernant la défense antimissile balistique et les considérations politiques et opérationnelles à ce sujet;

(d) En 2012, l'organisation, en partenariat avec le Caucus des femmes parlementaires de l'Assemblée nationale pakistanaise, de la première délégation officielle de femmes parlementaires pakistanaises à se rendre en Afghanistan, la facilitation d'une réunion sur les pannes des services de l'infrastructure mondiale de communication par câbles sous-marins dans l'océan Atlantique et en mer Méditerranée et la publication d'une étude sur la fourniture de la sécurité du climat, de l'énergie et des ressources à la régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Lors d'un atelier des Nations Unies sur le désarmement nucléaire, tenue le 2 septembre 2011, le EastWest Institute a organisé un atelier de haut niveau pour examiner dans quelle mesure le monde a éliminé les armes nucléaires depuis 2010.

En 2010, l'Institut a organisé une consultation de haut niveau au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour déterminer laquelle des 64 étapes (déterminées lors de la Conférence des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de mai 10) devrait être prioritaires et comment les entreprendre.

En 2009, l'Institut a présenté un exposé sur la République islamique d'Iran au Conseil de sécurité.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'Institut a participé à un séminaire international organisé par le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale sur le thème « La stabilité et la sécurité en Asie centrale : l'interaction avec les organisations internationales et régionales », à Achgabat les 21 et 22 avril 2010.

L'Institut a organisé une manifestation sur l'amélioration de la coopération sur l'eau en Asie du Sud ouest, à l'égard du fleuve d'Amou-Daria, le 30 avril 2009. Parmi les orateurs figurait le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale.

L'Institut a organisé une réunion à Panama les 16 et 17 novembre 2009 sur le renforcement des capacités régionales pour l'action préventive en Amérique centrale et dans les Caraïbes, en partenariat avec le Centre régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

En raison de la nature de la mission et du but de l'Institut, les objectifs du Millénaire pour le développement ne sont pas spécifiquement abordés dans les activités de l'organisation en général. Cependant, la plupart de ses activités ont des points communs avec les objectifs 7 et 8.

Informations complémentaires

Il n'y a pas d'informations complémentaires.

9. English International Association of Lund (Sweden)

Spécial, 1997

Introduction

La English International Association of Lund a été créée en 1987 à Lund (Suède) par un groupe de chercheurs internationaux, d'étudiants étrangers et leurs amis et sympathisants suédois. Elle est fondée selon les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Buts et objectifs de l'organisation

Elle a pour objectif, but et objet de promouvoir les droits de l'homme, la paix, le développement, la non-discrimination et l'égalité de tous les êtres humains, comme le prévoient la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et toutes les conventions et protocoles ultérieurs.

Changements majeurs dans l'organisation

Il n'y a eu aucun changement significatif.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a continué à informer les gens sur le travail de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les droits de l'homme des travailleurs migrants. Compte tenu du fait que ses bénévoles sont issus de cultures diverses, avec des niveaux d'instruction et des milieux différents, il était important de veiller à ce que chacun d'entre eux se familiarise avec les pratiques établies des Nations Unies. Par conséquent, elle est restée concentrée en grande partie sur l'éducation des membres et des bénévoles appelés à diffuser des informations sur le Conseil économique et social et les objectifs du Millénaire pour le développement. La plupart des informations concernant le travail du Conseil doivent être traduites en suédois pour la participation locale. L'organisation a été en mesure de faire pression sur les gouvernements pour les amener à mettre en œuvre les traités relatifs aux droits de l'homme qu'ils ont ratifiés et à les respecter. Un autre rôle actif joué par l'organisation au cours de la période considérée était de renforcer la surveillance du respect par l'État partie des traités des droits de l'homme par la participation à des conférences et la collaboration avec d'autres organisations non gouvernementales dans l'élaboration de rapports pour les organes conventionnels et le HCDH. L'organisation a également pu participer aux travaux préparatoires de la Conférence d'examen de Durban.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé à plusieurs réunions concernant les droits des peuples autochtones, tenues par l'Organisation des Nations Unies et par des organisations non gouvernementales internationales basées aux États-Unis.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

La coopération de l'organisation est exposée ci-dessus, sous la rubrique « Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies ».

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Une grande partie des activités de l'organisation était axée sur les objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique au cours de la période considérée, notamment les recherches sur les phénomènes de la migration africaine au sein et en dehors du continent. L'organisation a organisé des séminaires et des conférences axés sur les solutions aux problèmes de la pauvreté en Afrique et les moyens pour ceux qui vivent dans la diaspora d'apporter un changement. Le but de cette stratégie était de préparer les bénévoles de l'organisation à approfondir la discussion dans ce domaine.

10. Environment Action Association

Spécial, 2009

Introduction

L'Environment Action Association est une organisation à but non lucratif dédiée à la sensibilisation du public à la protection de l'environnement. Elle met en place des partenariats avec les entreprises, les gouvernements et les collectivités en vue de trouver des solutions environnementales pratiques.

Buts et objectifs de l'organisation

La mission de l'Association est de responsabiliser et d'unir les gens dans les communautés pour protéger et préserver l'environnement de notre planète.

L'Association a été fondée selon le principe que toutes les personnes ont un droit moral à un environnement sain et durable. Elle croit fermement que ce n'est pas un choix mais une responsabilité de protéger et de préserver l'environnement pour la prochaine génération, et que son intention est d'attirer l'attention sur les problèmes environnementaux actuels et futurs auxquels sont confrontés la santé de la planète et ses habitants. Avec seulement quelques membres fondateurs en République de Corée, l'Association s'est développée de façon spectaculaire au cours des 10 dernières années, avec un réseau de plus de 230 succursales dans 26 pays. Avec le slogan « Eau potable, air pur et environnement propre », l'ensemble de ses activités visent à informer et à sensibiliser le public à agir pour assurer un avenir sain pour les générations actuelles et leurs enfants. Ainsi, elle envisage un avenir où chaque personne devient un gardien actif de l'environnement.

Changements majeurs dans l'organisation

L'Association a établi son siège international à New York, en 2011, pour centraliser ses activités internationales.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'Association a participé à la cinquantième session de la Commission pour le développement social, en février 2012, au suivi du Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale, du 1 au 10 février 2012.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'Association a participé aux dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième sessions de la Commission sur le développement durable.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été mentionnée.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

L'Association s'engage à fournir de l'eau potable et l'assainissement aux populations des pays en développement. Elle a entrepris un projet visant à améliorer l'assainissement en collaborant avec les gouvernements locaux pour installer des puits, après la hiérarchisation des villages les plus affectés. En République démocratique populaire lao, par exemple, elle a installé huit puits.

11. Environmental Protection and Conservation Organisation

Spécial, 2005

Introduction

L'Environmental Protection and Conservation Organisation est une organisation non gouvernementale fondée en 1987 et inscrite au Registre des Associations le 24 novembre 1988, en vertu des dispositions de la Loi sur le Registre des Association de 1978. Gouvernement de l'île Maurice, océan Indien.

Buts et objectifs de l'organisation

Le cours principal de l'action de l'organisation est de protéger les espèces menacées et de conserver et d'embellir l'environnement, tout en promouvant le développement durable et en luttant contre la pauvreté. Elle a également pour objet de changer le comportement des gens pour un environnement meilleur et plus sain.

Changements majeurs dans l'organisation

Il n'y a eu aucun changement significatif.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation réutilise les déchets naturels afin de maximiser les revenus pour les communautés défavorisées à travers l'éducation, la formation et l'autonomisation des femmes et des communautés pauvres. Elle met également en œuvre un projet de conservation de la biodiversité impliquant les producteurs et les experts en matière de surveillance des espèces connues comme les Ampullariidae. L'organisation a également travaillé sur un projet de lutte contre la pauvreté. La plupart de la population côtière est directement dépendante des produits de la nature. Il est essentiel de protéger et de gérer ces aires communes ou d'apprendre à les utiliser d'une manière durable pour aider à améliorer les moyens de subsistance des pauvres.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé à la deuxième session extraordinaire de la commission de la science et de la technologie et à la neuvième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention, organisée par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse ou la désertification, notamment en Afrique, à Bonn (Allemagne) en février 2011. L'organisation a également participé à la dixième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, tenue en République de Corée en octobre 2011.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation est accréditée par le Département de l'information publique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Fonds pour l'environnement mondial et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Grâce à un projet intitulé « Made in heaven: scaling up nature's value to fight poverty » (Accroître la valeur de la nature pour lutter contre la pauvreté), l'organisation intègre l'autonomisation des femmes et des communautés pauvres à travers le renforcement des capacités et l'éducation, tout en contribuant à la réduction des déchets par la réutilisation et le recyclage, encourageant ainsi le développement durable.

Grâce à deux autres projets, pour les villages côtiers (Lekol fam pecheur) et pour l'accroissement de la valeur de la noix de coco (Lekol coco nou lavie), l'organisation a œuvré à l'autonomisation des femmes à travers le renforcement des capacités et l'éducation ainsi qu'à la réduction des déchets à travers la gestion des ressources. Les deux projets promeuvent le développement durable en s'appuyant sur des projets antérieurs.

Le projet « Halting the snail trail of destruction » (Enrayer la dévastation semée par les Ampullariidae) de l'organisation est une autre initiative de développement durable qui implique les communautés autochtones pauvres, visant ainsi à réduire la pauvreté grâce à une gestion appropriée des ressources.

12. Equality Now

Spécial, 1997

Introduction

Fondée en 1992, Equality Now est une organisation internationale agissant en faveur des droits de l'homme dédiée à la protection et à la promotion des droits de la femme dans le monde entier.

Buts et objectifs de l'organisation

Elle a pour vocation de mettre un terme à la violence et à la discrimination à l'égard des femmes et d'obtenir une reconnaissance universelle des droits de la

femme en tant que droits de l'homme, en mobilisant l'opinion publique. Les préoccupations majeures d'Equality Now sont le viol, la violence conjugale, les mutilations génitales féminines, la traite des femmes, les droits liés à la procréation, le refus d'accès aux opportunités économiques et à la participation politique ainsi que d'autres formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes.

Changements majeurs dans l'organisation

Il n'y a eu aucun changement significatif.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Equality Now est membre du Comité de pilotage de la campagne Afrique « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles ». Elle a participé à diverses activités lors de sa relance en mars 2012. Equality Now est également membre du Comité consultatif de l'Observatoire africain des droits de la femme qui soutient le travail du Centre africain pour le genre et la Division du développement social de la Commission économique pour l'Afrique. Sous la bannière de la solidarité pour la coalition des droits des femmes africaines dont Equality Now est le facilitateur, l'organisation travaille avec le Bureau de liaison des femmes des Nations Unies auprès de l'Union africaine pour aider les États membres à utiliser une approche multisectorielle afin d'accélérer la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et du Protocole relatif aux droits des femmes en Afrique. En avril 2012, huit pays ont été soutenus pour développer la démarche.

Equality Now a contribué à une réunion sur le renforcement de la coopération entre les Nations Unies et le mécanisme régional pour la promotion et la protection des droits de l'homme, organisée par le HCDH en décembre 2012. Equality Now a soutenu activement la création d'un mandat du Conseil des droits de l'homme pour mettre fin à la discrimination à l'égard des femmes dans la loi. En 2010, le Conseil a créé un groupe de travail pour traiter la question. En 2009 et 2012, Equality Now a adressé de nombreuses observations écrites, sur les droits des femmes et des filles dans les pays devant faire l'objet d'une évaluation, à l'examen périodique universel, au Comité des droits de l'homme, au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et le Rapporteur spécial sur la traite des personnes, en particulier les femmes et les enfants pour ses visites dans les pays. L'organisation a présenté des observations écrites au Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique, en 2011 et 2012, et une présentation écrite en 2011 au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et le Comité des droits de l'enfant pour une nouvelle observation conjointe sur les pratiques néfastes. Elle a fait des déclarations orales au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en juillet 2009 et juillet 2011.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

En 2009, Equality Now a participé à la Commission de la condition de la femme. En 2010, elle a participé à des manifestations parallèles à la session de la Commission de la condition de la femme, notamment en organisant un spectacle de Sarah Jones de Women Can't Wait! (La femme ne peut plus attendre!) avec le

HCDH. Elle a également tenu une conférence de presse parrainée par la Mission permanente de la France auprès des Nations Unies sur les progrès accomplis dans la révocation des lois discriminatoires à l'égard des femmes depuis l'adoption du Programme d'action de Beijing en 1995, présenté une déclaration écrite au titre de la session de la Commission de la condition de la femme de 2010 et participé au Conseil des droits de l'homme sur la création d'un nouveau mécanisme par le Conseil sur l'égalité des femmes devant la loi au cours duquel elle a soumis une déclaration écrite ([A/HRC/15/NGO/53](#)).

En 2011, elle a pris part à la session de la Commission de la condition de la femme ainsi qu'à la seizième session du Conseil des droits de l'homme et rencontré le nouveau groupe de travail sur la discrimination.

En 2012, elle a participé à des manifestations parallèles, y compris sur la question des mutilations génitales féminines et des droits des femmes arabes.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation a établi un Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le soutien aux actions visant à éliminer la violence contre les femmes, projet sur le thème « Our girls, our future: building synergy to end violence against girls in Zambia » (Nos filles, notre avenir : créer une synergie pour mettre fin à la violence contre les filles en Zambie), en 2010 qui est en cours. Elle a participé en tant qu'expert à une réunion du groupe d'experts de femmes sur la prévention de la violence contre les femmes et les filles, tenue à Bangkok en 2012, et fourni des informations, en 2012, au HCDH pour son rapport sur la discrimination à l'égard des femmes en ce qui concerne les questions liées à la nationalité, à la vingt-troisième session du Conseil des droits de l'homme.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

En ce qui concerne les objectifs du Millénaire pour le développement, Equality Now a soumis une déclaration écrite ([E/2010/NGO/23](#)) sur la nécessité de l'égalité juridique de base pour les femmes et les filles à l'examen ministériel annuel, qui envisageait la mise en œuvre des objectifs convenus au niveau international et les engagements en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes.

L'organisation a continué à plaider, au niveau international, pour la mise en œuvre de la Plate-forme d'action de Beijing, les objectifs, notamment l'objectif 3, et toutes les obligations des organes conventionnels en ce qui concerne les femmes et les filles.

13. Eurasian Harm Reduction Network

Spécial, 2005

Introduction

L'Eurasian Harm Reduction Network est un réseau régional de programmes de réduction des méfaits, des groupes de personnes qui utilisent les drogues et leurs alliés de 28 pays d'Europe orientale et d'Asie centrale.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation s'attache à promouvoir des approches humaines et fondées sur les preuves en matière de réduction des méfaits de l'usage des drogues, dans le but d'améliorer la santé et de protéger les droits de l'homme aux niveaux individuel, communautaire et sociétal.

Changements majeurs dans l'organisation

Il n'y a eu aucun changement significatif.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation veille à ce que les besoins régionaux reçoivent la représentation dans les instances internationales, et contribue à renforcer les capacités de plaider au niveau national, en utilisant le statut du Conseil économique et social pour deux objectifs principaux : l'implication des représentants de la société civile et la création d'alliances entre la société civile, les communautés de personnes qui utilisent les drogues et les décideurs à des réunions au niveau de l'Organisation des Nations Unies et des politiques, et le plaider pour la politique des drogues au niveau national par l'application et l'utilisation du cadre des droits de l'homme des Nations Unies.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation :

a) A ramené 17 représentants d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale, y compris la société civile, les médias et les décideurs, aux sessions annuelles de la Commission des stupéfiants, tenues à Vienne (Autriche), faisant six déclarations orales lors des séances plénières et prononçant des déclarations à six manifestations, y compris les manifestations parallèles organisées par le Comité des organisations non gouvernementales de Vienne;

b) A organisé deux manifestations parallèles à la cinquante-quatrième session, en 2011, de la Commission des stupéfiants, sur les questions de surdoses et de proportionnalité dans la législation relative à la drogue. Les deux manifestations ont attiré plus de 80 participants, représentant les délégations gouvernementales officielles de 12 pays, les organismes de l'Organisation des Nations Unies et les organisations internationales non gouvernementales;

c) A lancé, en 2009, un rapport sur l'impact de la politique de la drogue sur la santé et les droits de l'homme en Europe de l'Est, 10 ans après la session extraordinaire de l'Assemblée générale au cours de la cinquante-deuxième session de la Commission des stupéfiants. L'expérience de l'organisation avec les communautés d'usagers de drogue a donné lieu à des rapports soumis au Comité des droits économiques, sociaux et culturels (sur le Kazakhstan), l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme (sur le Tadjikistan et l'Ukraine), le Comité contre la torture (sur la Fédération de Russie), le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (sur la Fédération de Russie et l'Ukraine), ainsi que deux plaintes de pays (sur la Fédération de Russie et l'Ukraine) soumises à la Commission de la condition de la femme et deux mémoires présentés au Comité des droits de l'enfant, aboutissant à des recommandations sur l'accès aux traitements et un soutien accru aux droits des personnes qui utilisent des drogues;

d) A fourni un soutien, en 2009, aux organisations non gouvernementales dans la région en offrant une formation à 22 représentants d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, en mettant l'accent sur le cadre des droits de l'homme des Nations Unies;

e) A soutenu les partenaires au Kirghizistan et dans la Fédération de Russie dans le suivi des progrès du pays dans la mise en œuvre de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale pour une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue, en veillant à ce que les politiques des Nations Unies soient contrôlées au niveau des pays.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation coopère avec l'ONUDC, l'OMS, l'ONUSIDA, l'UNICEF et le PNUD. Par exemple, en 2011, l'organisation, en partenariat avec le PNUD, a organisé une session régionale sur le VIH et le droit, qui a rassemblé plus de 30 militants d'usagers de drogues, et a donné lieu à la présentation d'observations à la Commission mondiale sur le VIH et le droit, décrivant une série de violations des droits de l'homme auxquelles les usagers de drogues sont confrontés en Europe orientale et en Asie centrale. En 2012, un représentant de l'organisation est devenu membre du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Les activités de l'organisation sont directement liées à l'objectif 6. Depuis 2011, l'organisation a commencé à travailler activement avec le mécanisme des Nations Unies concerné par les droits des femmes, élargissant ainsi son champ d'action à l'objectif 3.

14. European Institute

Spécial, 2001

Introduction

L'European Institute est la principale organisation de politique publique, basée à Washington DC, consacrée exclusivement aux affaires transatlantiques. Elle encourage le débat sur les questions clés qui se posent à l'Organisation des Nations Unies et à ses partenaires européens et américains, sensibilise et encourage la coopération sur les priorités communes, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Institut favorise une coopération efficace grâce à son réseau transatlantique de 33 gouvernements européens, les entreprises mondiales, la Commission européenne, le Conseil européen, le Parlement européen, la Banque centrale européenne, l'administration et le Congrès américains, l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'OTAN, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Changements majeurs dans l'organisation

L'organisation a accueilli de nouveaux participants gouvernementaux de Croatie, d'Estonie, d'Islande, du Japon, de Lettonie, de Lituanie, du Monténégro, de la Fédération de Russie et des organisations non gouvernementales, y compris la Fondation des Nations Unies, Nôtre Europe, la Fondation Jean Monnet, l'Institut Brookings, le Johns Hopkins School for Advanced international Studies, le Centre d'études stratégiques et internationales, les Pew Charitable Trusts, la Fondation Bertelsmann, la Fondation Heinrich Böll et l'Institut écologique.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

En 2009, l'organisation a participé à :

a) Une manifestation qui s'est tenue à Washington DC, le 1er décembre, sur la Conférence des Nations Unies sur le climat prévue à Copenhague et la législation énergétique et climatique des États-Unis;

b) Une manifestation qui s'est tenue à Washington DC, le 8 juin, sur l'avenir de l'UNESCO.

En 2010, l'organisation a participé à une manifestation, tenue le 23 septembre, sur la réduction de la fracture numérique mondiale.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Aucune participation n'a été mentionnée.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été mentionnée.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

L'European Institute a organisé des réunions à Washington DC, en 2009, sur la gouvernance mondiale des droits de l'homme (24 février), l'internationalisation de l'enseignement supérieur (9 octobre), les mécanismes du marché mondial pour la réduction des émissions de carbone (4 novembre) et les perspectives pour les négociations internationales sur le climat (1 décembre).

En 2011, il a organisé une réunion sur les implications stratégiques de la pénurie mondiale de matériaux critiques (4 octobre). En 2012, il a organisé une réunion sur le développement durable dans un Arctique en évolution (29 novembre), le ralentissement de la propagation des médicaments falsifiés (25 octobre), la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de l'Arctique (18 septembre) et la coopération transatlantique sur la gouvernance de l'Internet (22 mai).

Informations complémentaires

En 2009, l'Institut a lancé une initiative avec la Fédération de Russie pour promouvoir la coopération sur les dossiers de l'environnement, du développement de la politique étrangère, y compris l'Arctique et le Moyen-Orient.

15. European Law Students Association

Spécial, 1997

Introduction

Avec 38 000 membres, l'Association européenne des étudiants en droit est une organisation internationale, indépendante, apolitique à but non lucratif, qui est gérée par et pour les étudiants. Elle offre des opportunités pour les échanges internationaux, l'éducation juridique diversifiée et le développement personnel et professionnel des étudiants en droit et des jeunes juristes. Elle opère principalement au travers de ses groupes locaux, qui sont situés dans près de 300 facultés de droit dans des universités à travers 42 pays en Europe.

Buts et objectifs de l'organisation

Les activités de l'Association visent à fournir à ses membres une compréhension culturelle large et une expérience juridique. Ses activités comprennent notamment des séminaires et conférences, des voyages d'étude, un programme d'échanges d'étudiants stagiaires et des activités scientifiques comme les groupes de recherche juridique, les tribunaux fictifs et les concours d'exposés. Le projet international le plus important de l'Association est un concours mondial de procès fictifs sur le droit de l'Organisation mondiale du commerce. Il est organisé tous les ans depuis 2003. L'Association fait preuve d'un attachement constant à la sensibilisation aux droits de l'homme, à l'éducation aux droits de l'homme et au respect de l'État de droit.

Changements majeurs dans l'organisation

Il n'y a eu aucun changement significatif.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La tâche des délégations de l'organisation consiste à faire des recherches sur des sujets pertinents, à assister à des réunions ou sessions de l'organe en question et, une fois la réunion achevée, à établir un rapport qui est mis à la disposition de l'ensemble du réseau de l'organisation sur son site internet. Les délégués sont également tenus de faire des présentations aux membres de l'organisation dans leur pays, sur demande, ce qui arrive très souvent. Cela contribue à la promotion des activités des Nations Unies dans les facultés de droit de 42 pays et encourage la participation active des futurs professionnels dans le débat international.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'Association est régulièrement représentée par ses membres des chapitres nationaux lors des réunions et des sessions des organes et organismes du système des Nations Unies. Elle a participé à 15 sessions en 2010-2011, à 17 sessions en 2011-2012 et un certain nombre en 2012-2013. Au cours de la période considérée, l'organisation a envoyé des représentants aux sessions de la Commission de la condition de la femme, de la Commission de la population et du développement, du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale, du Comité des droits de l'enfant, de la Commission du développement social, du Conseil des droits

de l'homme, du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, du Forum sur les questions des minorités, du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme, de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international et de ses différents groupes de travail.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'Association coopère avec les organes de l'ONU et les institutions spécialisées des Nations Unies dans son domaine principal d'activité. Ses groupes locaux, nationaux et internationaux coopèrent avec les Nations Unies pour l'organisation de manifestations telles que les séminaires et les conférences. L'une de ses activités consiste à permettre à ses membres de se rendre dans des institutions internationales pour acquérir une connaissance scientifique de leur domaine de travail et compléter leurs études universitaires, expérience dont ils rendent compte dans les facultés où ils étudient. Grâce à l'intérêt particulier accordé par l'organisation au droit de la santé, l'OMS a offert des stages à ses membres en 2010.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

L'Association ne prête pas une attention particulière aux objectifs du Millénaire pour le développement, mais elle a pour objet de promouvoir la dignité humaine et la diversité culturelle à travers des manifestations scientifiques, la recherche juridique et les échanges culturels.
